

le discours du Trône n'est que la constatation officielle du fait le plus considérable et le plus universel de la présente phase de notre histoire.

Oui, M. l'Orateur, c'est avec un sentiment de légitime fierté que tout Canadien voit le développement prodigieux de son pays depuis 1896 et la place qu'il a acquise dans le mouvement qui entraîne tous les peuples vers le progrès économique et social. C'est notre orgueil de signaler cette poussée merveilleuse, cet essor remarquable dans toutes les sphères de l'activité nationale. J'applaudis à l'augmentation inespérée de notre commerce dont le volume a plus que doublé depuis huit ans. Je salue avec joie l'abondance et le confort qui régnaient chez notre population agricole, au flanc de laquelle l'émigration a cessé de pratiquer ses saignées périodiques. J'aime à voir surgir sur toute l'étendue du territoire cette admirable floraison d'industries nouvelles dont la prospérité particulière ajoute à la richesse publique.

C'est aussi un spectacle réconfortant que celui de l'ouvrier, non plus obligé comme autrefois d'aller sous un ciel plus hospitalier chercher le pain que son pays lui refusait, mais trouvant sur le sol de sa patrie, dans l'emploi de son cerveau et de ses bras, un salaire plus rémunérateur et une vie plus agréable que ceux que l'étranger peut lui offrir. Je me réjouis de constater que l'émigration vers la grande république américaine a fait place au rapatriement des nôtres et à l'immigration étrangère qui peuple nos riches plaines de l'ouest. Je suis orgueilleux de constater que, grâce à ce développement et à ce progrès, le Canada a pris rang parmi les nations qui jouent un rôle à l'aube de ce siècle.

Mais en présence de ce regain de force et de vitalité qui se manifeste dans toutes les branches de la société, devant mon pays transformé en une ruche immense, où les abeilles de l'agriculture et de l'industrie fabriquent le miel du bien-être et de la prospérité, devant cette métamorphose éclatante de notre vie nationale, après avoir donné libre cours à l'admiration et à la joie dont mon cœur déborde, j'éprouve le besoin de rechercher et je recherche les causes de cette transformation aussi soudaine et aussi complète.

Où est donc, M. l'Orateur, la baguette magique qui a pu opérer ce prodige ? Avec mes honorables amis de la gauche, j'aperçois d'abord l'intervention de la divine Providence. Avec eux j'admets que la Providence qui a veillé sur le berceau de notre jeune nation veille à sa croissance et à son développement et l'accompagne visiblement sur la voie qui mène aux grandes destinées que l'avenir lui réserve. Mais la Providence, qui existait avant 1896, n'avait pas attendu cette époque pour exercer son action protectrice et bienfaisante. Il y a donc d'autres causes à ce merveilleux progrès et d'accord, cette fois encore, avec

tous les membres de cette Chambre, je signalerai les qualités caractéristiques des différentes races qui habitent ce Dominion, savoir : l'amour du travail et l'esprit d'économie, l'initiative et l'énergie individuelle avec la conception la plus éclairée de la solidarité, l'imagination et la passion tempérées par la raison, la hardiesse des innovations généreuses avec l'intelligence des nécessités de l'heure présente, enfin l'esprit pratique à côté du sens de l'idéal et pardessus tout,—ce qui est essentiel dans notre pays—l'union et la concorde entre les diverses nationalités heureuses de travailler de concert à l'édification d'une nation grande, heureuse et prospère. Joignez à cet ensemble de qualités diverses, le développement de l'éducation d'un bout à l'autre de l'échelle sociale, développement qui permet aux plus humbles comme aux plus grands, aux plus pauvres comme aux plus riches, de mettre en valeur les trésors d'énergie et de talent, qui constituent le patrimoine intellectuel du peuple canadien. Voilà sans doute l'une des grandes sources de la prospérité nationale.

Il y en a une autre, et au risque de provoquer la contradiction chez nos amis de la gauche, je mentionnerai l'administration sage et progressive du gouvernement libéral.

Alors que nos adversaires poussés par la vague populaire aux rivages désolés de l'opposition, s'en tenaient encore à l'esprit de système et aux vagues théories dont le pays avait tant souffert, les chefs de notre grand parti investis de la direction des affaires publiques inauguraient et poursuivaient une politique saine, basée sur l'intelligence des besoins des différentes classes. Maîtres du pouvoir, les membres de l'administration libérale crurent qu'ils devaient l'exploiter au profit du peuple qui leur avait donné sa confiance. Ils crurent qu'au-dessus des ambitions mesquines des partis, au-dessus des querelles des factions, il y avait un programme national, une œuvre de restauration matérielle et sociale dont l'accomplissement exigeait le concours de toutes les bonnes volontés et de tous les talents.

L'agriculture était languissante; le Sully du Canada, le clairvoyant ministre de l'Agriculture, édicta pour elle des mesures qui devaient contribuer, pour une large part, à son relèvement. Imbu de cette idée patriotique que l'industrie agricole constitue dans ce pays la principale source de la richesse publique, ce même ministre en établissant un système parfait de transport frigorifique, favorisa l'écoulement des produits laitiers sur les marchés européens; il ouvrit de nouveaux débouchés aux autres produits agricoles et provoqua ainsi parmi notre population rurale, une ère de progrès dont elle ressent les effets bienfaisants.

L'orientation nouvelle donnée à la politique fiscale par l'honorable ministre des Finances, en portant atteinte aux monopoles, permit cependant à la grande indus-